

Bucarest, le 16 février 2010

**Discours diplomatique à contenu raciste
Les organisations anti-discrimination demandent la démission du
Ministre Baconschi**

Les organisations signataires protestent suite aux déclarations du Ministre roumain des Affaires étrangères, Teodor Baconschi, faites à l'occasion de sa rencontre avec le Secrétaire d'Etat français chargé des Affaires européennes, Pierre Lellouche, le 11 février 2010, et au communiqué de presse du Gouvernement Roumain du 11 février 2010 supposé relater le contenu des discussions de la rencontre du Premier ministre, Emil Boc, avec le Secrétaire d'Etat français, Pierre Lellouche.

Parlant de la communauté roumaine de France, le Ministre Baconschi affirmait, conformément à la déclaration de presse du site MAE : « nous avons quelques problèmes physiologiques, naturels, de criminalité au sein de certaines communautés roumaines, spécialement dans les communautés des citoyens roumains d'ethnie Rome. » Le Ministre associe de façon directe la criminalité à l'ethnie. Plus grave encore, il donne une explication biologique à cette association, explication caractéristique de l'Allemagne nazie justifiant l'Holocauste.

Monsieur Baconschi n'est pas au courant du fait que l'association de la criminalité à l'ethnie, ce « *racial profiling* », n'est ni dans l'esprit ni dans la lettre de la loi européenne du XXI^e siècle qu'il invoque, au contraire.

L'association de l'ethnie à la criminalité atteint le droit des Roms à la dignité et viole la législation roumaine, européenne et internationale des Droits de l'Homme. Bien plus, ces déclarations ne sont pas une première, l'association de la criminalité à l'ethnie ayant été faite auparavant par l'ancien Premier ministre, Călin Popescu-Tăriceanu, et sanctionnée à l'époque par la société civile.

Le même type de discours apparaît dans le communiqué de presse du Gouvernement roumain suite à la rencontre du Premier ministre Boc avec le Secrétaire d'Etat Lellouche : « un point important de l'agenda de la rencontre a porté sur les mesures envisagées par les autorités roumaines pour la prévention et le découragement des infractions commises sur le territoire de la France par les citoyens roumains d'ethnie Rome. »

Par son contenu, le communiqué de presse émis par le Gouvernement roumain fait également référence, de façon explicite et délibérée, à l'existence d'une relation directe entre un groupe ethnique et la criminalité.

Vu la gravité des affirmations du Ministre des Affaires étrangères, nous demandons sa démission ou sa destitution. Nous considérons que le maintien du Monsieur Baconschi à la tête du Ministère des Affaires étrangères touche à la dignité des citoyens roumains et qu'il est inadmissible que le représentant de la Roumanie à l'étranger fasse preuve de

racisme institutionnel, avec des explications scientifiques typiques du Moyen Âge. Nous demandons également au Gouvernement de la Roumanie et à l'Ambassade de la République Française en Roumanie de clarifier de façon publique leurs positions quant à l'association de l'ethnicité ROME à la criminalité.

Les organisations signataires ont envoyé une lettre de protestation aux institutions visées et initieront une pétition contre Monsieur Baconschi devant le Conseil National de lutte contre la discrimination (Consiliul Național pentru Combaterea Discriminării).

Personnes à contacter:

Delia Niță, Coordinatrice programme anti-discrimination, Centre de ressources juridiques/ Centrul de Resurse Juridice

Tel: 0729 12 03 83, e-mail: delia@crj.ro

Iulian Stoian, Expert en politiques publiques et advocacy, Alliance Civique des Roms de Roumanie/ Alianța Civică a Romilor din România

Tel: 0754 57 52 68, e-mail: iulian.stoian@acrr.ro